

# 1947



AFP

**Les autorités françaises répriment la révolte indépendantiste malgache de 1947.** À Tamatave, 3 500 insurgés sont contraints de se rendre aux militaires.

## Insurrection et répression à Madagascar

La « pacification » brutale succède au soulèvement anticolonial.

Le Secours populaire français organise la solidarité.

Colon paradant sur une chaise à porteurs, ouvriers accablés par le poids d'une grume gigantesque : insoutenables, ces images de Madagascar resurgissent dans les mémoires après l'insurrection de mars 1947.

D'autres plus atroces apparaissent : cadavres de patriotes exécutés et abandonnés aux chiens. La « pacification » des autorités françaises se solde par près de 90 000 morts\*. Aux massacres succèdent les procès politiques. En juillet, 32 patriotes dont 3 députés du Mouvement démocratique de rénovation malgache, dissous en mai et qui avait appelé au calme, comparaissent à Tananarive (Antananarivo). Le Secours populaire mène une campagne publique de protestation et finance la

venue d'avocats à Madagascar, un procès en métropole ayant été rejeté. *La Défense*, journal du SPF, dénonce les atteintes aux droits des accusés : torture, interdiction de communication avec la défense, faux témoignages.

En 1948, le Comité franco-malgache et le SPF s'engagent en leur faveur : les peines des six condamnés à mort sont commuées en détention en 1949. Parallèlement, le SPF organise la solidarité morale et matérielle. Collectes de médicaments et d'aliments, campagnes de parrainage mobilisent les bénévoles.

L'aide aux prisonniers politiques représente un chapitre de l'histoire écrite depuis 1929 par le Secours rouge international, le Secours populaire de France et des colonies, puis le Secours populaire dans l'île Rouge, qui accède à l'indépendance en 1960. Créé en 1950, le Comité de solidarité de Madagascar (CSM), dont la figure principale fut Gisèle Rabesahala, mène depuis, avec le SPF, interventions d'urgence et actions pour l'accès aux soins, à l'éducation, à l'eau.

\* Selon les estimations officielles du gouverneur général de Chevigné et du général Garbay en 1948.

### Cette année-là

- Création aux États-Unis de la CIA chargée des opérations secrètes hors du pays
- Vote par l'ONU du partage de la Palestine en deux États
- Grève des cheminots sénégalais et maliens du Chemin de fer du Dakar-Niger